

Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté

Comité régional de suivi du PSN FEADER 2023-2027

Procès-verbal

21 mars 2023

La séance est ouverte à 10 heures 12 sous la présidence de M. MOLINOZ.

1. Propos liminaires

M. LE PRÉSIDENT salue l'assemblée et la présence de la profession agricole, du président de la Chambre régionale d'agriculture, des représentantes de la Commission européenne en visioconférence, d'élus des départements, du directeur de l'institut AgroSup, de la Direction régionale de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt, des différents services de la Région et des collègues élus.

Il souligne qu'en cette période, il est important de voir le verre à moitié plein, dans la mesure où seule la moitié des fiches seront examinées lors de ce comité. L'élément de satisfaction, fruit de la mobilisation de la Région et de la profession, tient à l'augmentation de 30 % de l'enveloppe dédiée à l'agriculture et aux territoires, à périmètre constant.

Les éléments moins positifs tiennent aux difficultés liées à la fin de programmation et au transfert de compétences. Le transfert d'agents, le recrutement et la reprise de dossiers rendent la démarche particulièrement complexe.

La Région doit assurer la transition entre les deux périodes de programmation sans perdre de vue l'objectif d'optimisation des fonds européens au bénéfice de ses mandants, de l'agriculture en général, mais également de l'aménagement du territoire et de la biodiversité. De ce fait, chacun a contribué à optimiser la préparation de cette programmation FEADER en tentant de simplifier les règles.

M. LE PRÉSIDENT souhaite passer cette journée sous des signes positifs. Toutes les actions en cours sont destinées au fond de la marmite ; ceux qui, sur le terrain, se lèvent chaque jour pour faire de cette agriculture un fleuron en France et en Europe.

M. MOREL atteste que l'agriculture représente l'un des secteurs les plus importants de la Région, derrière l'industrie. À l'aube d'une nouvelle programmation à laquelle chacun œuvre depuis deux ans, il rappelle la concertation avec les Départements et les agences de l'eau,

concrétisée le 27 juillet 2022 par la définition d'un périmètre d'intervention financière pour chacun des cofinanceurs.

Il signale également que l'interlocuteur privilégié de la Région reste la Chambre régionale d'agriculture.

Il confirme qu'en cette année de transition, les régions doivent reprendre les dossiers FEADER et deviennent autorité de gestion d'une partie du FEADER 2023-2027. Cette année sera consacrée, entre autres, au test des grilles de sélection qui feront l'objet d'une clause de revoyure.

Il invite chacun à garder à l'esprit que Bruxelles prépare déjà l'après 2027. C'est pourquoi la Région a demandé à la profession agricole de réfléchir à une perspective à l'horizon 2040. En parallèle, la Région travaillera sur le pacte LOA (loi d'orientation et d'avenir agricoles). M. MOREL constate qu'au regard des évolutions climatiques, l'agriculture de demain ne sera pas celle d'hier, la Région doit dès lors accompagner cette rupture.

Mme BOGEY, correspondante du PDR Bourgogne 2014-2022 à la Commission européenne, précise que la PAC et le PSN français sont le fruit d'un long processus de négociation au niveau européen, national puis régional. Elle salue la bonne coopération avec la France tout au long de ce processus. Le PSN français faisait partie de la première vague d'approbation de la Commission européenne. Ainsi, les crédits européens alloués au Plan Stratégique National (PSN) français s'élèvent à 45 milliards d'euros. Elle indique que les régions portent de nouvelles responsabilités induisant la gestion de mesures de développement rural dites « non surfaciques ». Dans ce cadre, le budget octroyé à la Bourgogne-Franche-Comté s'élève à 254 millions d'euros de FEADER.

Pour cette nouvelle période, la gouvernance du FEADER a été modifiée : l'État est l'autorité de gestion du PSN dans son ensemble, avec un comité de suivi national décliné en versions régionales. Dans les deux cas, la Commission européenne participe à titre consultatif.

2. Gouvernance et comitologie du PSN 2023-2027

M. FRITZ, chef du service PSN/PDR présente les éléments de contexte.

Plan stratégique national de 45 Md€ :

- 35 Md€ FEAGA (aides directes et interventions sectorielles).
- 10 Md€ FEADER (6,5 Md€ pour les aides surfaciques).

L'État est l'autorité de gestion du PSN, tandis que les 18 régions de France se coordonnent entre elles pour gérer une enveloppe de 3,5 Md€ dédiée aux interventions non surfaciques.

Ce changement de programmation s'accompagne d'un mode de fonctionnement différent avec une autorité de gestion nationale et des autorités de gestion régionales. Cela nécessite une bonne coordination, les régions gérant leur partie en lien avec le ministère de l'Agriculture.

Un nouveau rôle pour le Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté :

- Définir les interventions régionalisées.
- Piloter les différentes interventions régionalisées.
- Instruire les interventions.
- Mettre en œuvre le nouveau dispositif EURO-PAC.
- Cofinancer : les 254 M€ ont été ventilés sur trois MAEC (API, PRM et transition des pratiques). Cette somme appelle un cofinancement de 128 M€ (95 M€ Région, 26 M€ départements, 5,4 M€ agences de l'eau, 2,5 M€ autres financeurs).

Mme HUMBERT, Directrice Europe et rayonnement international présente la nouvelle organisation du Conseil régional :

- 68 postes créés (112 postes interviennent sur le FEADER).
- Transfert de personnel : 32 ETP État, 10 agents en transfert effectif au 1^{er} mars.

Différentes directions mobilisées :

- Direction Europe et rayonnement international.
- Direction Agriculture et Forêt, service Installation emploi et investissements structurants, service Diversification et alimentation de proximité, service Évolution des pratiques agricoles, Service forêt-bois.
- Direction de l'environnement.
- Direction Aménagement du territoire : Service FEADER territorial.

M. PRIBETICH, 1^{er} Vice-président de Dijon Métropole, souhaite des précisions concernant les plans alimentaires durables.

M. CHATELON, Directeur Agriculture et Forêt indique que les PAT font l'objet d'interventions régionales en dehors du FEADER, mais différentes actions des PAT peuvent élargir aux différentes fiches interventions présentées.

M. PRIBETICH, 1^{er} Vice-président de Dijon Métropole, demande s'il existe un libellé spécifique de financement.

M. LE PRÉSIDENT atteste qu'il n'existe pas de libellé spécifique. C'est toutefois possible à travers LEADER.

M. CHATELON précise que la mesure Diversification est l'une des principales mesures hébergeant des projets pouvant relever des PAT.

3. Adoption du règlement intérieur du Comité régional de suivi

M. SOUILLARD, chargé de mission pilote programme FEADER, présente le règlement intérieur.

Rôle du comité régional de suivi :

Le mode de gouvernance est reconduit avec un comité de suivi visant à contrôler la mise en œuvre du programme dans le cadre d'un large partenariat. Son rôle et son existence sont cadrés juridiquement par le règlement européen.

L'Etat a cadré davantage le rôle et l'articulation de ces comités, qu'ils soient national ou régionaux. Désormais la gouvernance du PSN s'effectue à un double niveau. De son côté, le comité de suivi national a adopté un règlement qui cadre la façon dont les comités régionaux s'articulent avec ce dernier.

Projet de règlement intérieur :

Le comité régional de suivi émet un avis sur :

- La méthode et les critères de sélection des demandes d'aide relevant des interventions du PSN dont la Région est autorité de gestion régionale.
- Les fiches d'intervention du volet régionalisé du PSN en Bourgogne-Franche-Comté, ainsi que toutes les modifications les concernant.

Le comité régional de suivi examine :

- Les progrès réalisés dans la mise en œuvre du PSN.
- Les éventuels problèmes ayant une incidence sur la performance du PSN.
- Les évaluations liées au PSN.
- La mise en œuvre des actions de communication et de visibilité.
- Toute proposition de modification du plan stratégique relevant de la PAC, formulée par l'autorité de gestion.

Article 5.5 consacré au fonctionnement :

Lorsqu'il est amené à rendre un avis, le comité régional de suivi statue selon la règle du consensus de l'ensemble des membres présents, à l'issue d'un vote permettant aux membres d'exprimer leur accord, leur désaccord ou leur abstention. Il revient à l'autorité de gestion régionale d'arrêter les décisions définitives, en s'appuyant sur ce vote et en intégrant les éléments de la concertation.

Une modification sur le projet de règlement est intervenue post-transmission des documents et présentée en séance : à l'article 5.1, le délai d'envoi des documents est porté à 10 jours ouvrables en général, au lieu d'une semaine.

Le règlement du comité régional de suivi est adopté.

4. Adoption de plusieurs fiches d'interventions régionales et des grilles de sélection

M. SOUILLARD indique que quelques points rédactionnels sur les fiches d'interventions ont évolué depuis la dernière version transmise en mai 2022. Ces évolutions visent à se conformer aux différents actes réglementaires nationaux publiés depuis l'Instance régionale de concertation de mai 2022.

Mme LEMPEREUR, référente dispositif Investissements dans les industries agroalimentaires, expose les huit critères de sélection pour la priorisation des dossiers :

- Création d'entreprise.
- Produits sous SIQO.
- Valorisation des productions agricoles locales.
- Valorisation des démarches RSE ou toute autre démarche liée à la performance environnementale des entreprises.
- Amélioration des conditions de travail par la diminution de la pénibilité et les formations.
- Création et/ou maintien d'emplois sur le territoire, en lien avec le projet.
- Formes coopératives et structuration des filières par la contractualisation avec l'amont et l'aval.
- Structuration des territoires via la vente directe et/ou les circuits courts et le maintien d'une dynamique de territoire.

Elle attire l'attention sur deux points : les transformations composées majoritairement d'eau seront éligibles ; les dépenses liées à la gestion des effluents seront plafonnées à 20 % des autres dépenses éligibles.

M. SONTAG (Fédération régionale des syndicats des exploitants agricoles) juge les points accordés aux coopératives insuffisants.

M. LE PRÉSIDENT rappelle la possibilité de faire évoluer les grilles et leur pondération dans le temps. Les points soulevés seront l'objet d'une attention particulière et sujets à modifications si nécessaire.

M. MOREL confirme que de nombreux scénarios ont été étudiés lors des réunions techniques. Il reste sûrement des trous dans la raquette, c'est pourquoi des clauses de revoyure sont prévues.

M. DECERLE (Président de la Chambre régionale d'agriculture) estime que la Région peut se réjouir que le travail entamé depuis plusieurs années ait permis l'octroi d'une dotation satisfaisante, permettant de répondre à l'accompagnement indispensable d'une profession soumise à rude épreuve et devant s'adapter en permanence. Pour autant, il constate que, malgré le partenariat évoqué, la méthode de travail n'a pas fait la démonstration de son efficacité, même si la volonté existait.

M. CHATELON, prend la parole afin de présenter plusieurs fiches d'intervention et grilles de sélection.

Grille Modernisation et adaptation des exploitations d'élevage au dérèglement climatique (3 volets) :

- Bâtiment.
- Effluents.
- Énergie.

Les points mis en avant :

- La maîtrise du risque économique (accompagnement, conseil et sécurisation des revenus des agriculteurs).
- Le type de porteurs (priorité aux jeunes agriculteurs).

- Santé et sécurité humaines (amélioration des conditions de travail).
- Prise en compte du dérèglement climatique (eau et énergie).
- Zone de déprise.
- Construction de bois et insertion paysagère.

Points d'attention :

- L'élevage équin est éligible.
- Le matériel d'occasion n'est pas éligible (recherche de solutions en cours).
- Un plafond de dépenses éligibles fixé à 100 000 €.
- Une adaptation de l'éligibilité des projets de mise aux normes pour se conformer au règlement européen.

M. BERTIN (Conseil départemental de Haute-Saône) juge que la notion de zone de déprise mérite d'être redéfinie, notamment les bases sur lesquelles les choix ont été réalisés.

M. LE PRÉSIDENT a pris conscience que les exigences posées par la Commission européenne ne permettent pas l'éligibilité du matériel d'occasion de façon sécurisée. Or, il s'agit d'un point important sur lequel il sera possible de revenir. Il est toutefois nécessaire de travailler avec la commission afin de sécuriser les porteurs de projet, au risque d'engager des financements pouvant conduire à des corrections financières suite à des contrôles d'opérations.

M. FROT (Conseil départemental de Côte d'Or) exprime sa déception au regard de cette fiche. Davantage de points avaient été sollicités pour le stockage d'eau et de fourrage, ce qui aurait donné davantage d'autonomie aux exploitations.

M. MOREL s'engage à revoir ce point qui constitue l'une des priorités du Conseil régional.

M. POINT (Jeunes agriculteurs) remarque que le volet Effluents a subi des modifications. Il se heurte à un problème d'interprétation pour l'éligibilité des JA hors zone vulnérable.

M. CHATELON indique qu'il joindra une réponse au compte-rendu.

Réponse apportée après le Comité régional de suivi :

Les JA sous contrainte de mises aux normes en matière d'effluent sont éligibles sur tout le territoire

Il conviendra toutefois de bien veiller aux délais réglementaires imposés par la CE pour terminer les travaux.

M. BROCHOT (Conseil départemental de Saône-et-Loire) rejoint les propos de M. FROT concernant l'adaptation au changement climatique. En tant que cofinanceur, il regrette que les services n'aient pu échanger que trop tardivement pour améliorer cette grille.

M. MOREL souligne qu'il a proposé deux réunions par an avec les départements, la direction Europe et la direction Agriculture, afin de mener une concertation permanente.

Mme LOIZON (Conseil départemental du Doubs) insiste sur les réserves d'eau et rappelle que les départements savent combler les manques de la grille concernant le régime d'interventions spécifiques. Elle encourage la Région à reprendre le travail déjà réalisé, sans attendre 2024.

Mme LE BRET (Confédération paysanne) s'interroge sur la grille de sélection de cette fiche. Des points sont notamment octroyés pour la sobriété énergétique, s'il y a un dépôt

concomitant d'un dossier sur le volet Énergie ; ou sur le volet alimentaire s'il y a également un projet de stockage de fourrage. Ainsi, l'investissement appelle l'investissement, alors qu'il est possible d'avoir d'autres pratiques plus sobres. Or, ces démarches n'apportent aucun point.

M. MOREL pensait que le sujet avait été débattu avec la profession.

M. SONTAG indique que la démarche est envisagée dans l'autre sens ; l'exploitant qui investit et réalise des économies d'énergie obtient des points.

M. GAUJARD (Confédération paysanne) regrette la manière distanciée avec laquelle la Chambre régionale a associé son organisation à cette concertation. Il n'a pas été informé des grilles de sélection avant le 14 mars.

M. SONTAG ressent parfois des difficultés à comprendre les grilles et les fiches et cite pour exemple les conditions de travail. De même concernant le lisier, le document indique que les zones ne sont pas identifiées alors qu'elles existent. En outre, la fiche d'intervention ne distingue pas quelles sont les espèces concernées.

Par ailleurs, il ne comprend pas pourquoi réaliser une cartographie sur la déprise "Baisse de population" en lien avec les projets Bâtiment.

M. MOREL explique que l'existence de deux niveaux pour les conditions de travail relève d'une volonté de la profession. Néanmoins, les niveaux d'intervention ne sont pas encore écrits.

Il déclare que la question du lisier n'est pas abordée avec la même philosophie entre les départements Bourgogne-Franche-Comté. Dans l'attente d'une carte du BRGM, il a été décidé de ne financer aucun système lisier, toutes espèces confondues.

Il assure que la carte de déprise laitière sera analysée, sachant qu'il est impossible de réaliser une carte de déprise pour toutes les filières.

Mme LOIZON remarque que le Comité doit voter les grilles de sélection alors que les critères relatifs aux conditions de travail de type I ou II ne sont pas détaillés.

M. LE PRÉSIDENT assure qu'un échange permettra de définir rapidement la façon dont les points seront attribués. Ces précisions seront apportées dans les arrêtés de mise en oeuvre.

M. MOREL indique que l'appel à projets JA débutera le 1^{er} avril, jusqu'au 15 mai. L'appel à projets pour tous les agriculteurs ouvrira le 15 mai, avec une fin d'ouverture le 1^{er} juillet.

M. LE PRÉSIDENT en conclut que la définition de ces deux niveaux devra donc être arrêtée dans les dix jours.

M. BROCHOT regrette de ne pas disposer d'un minimum d'informations. Pour les départements, cela conduit à faire un chèque en blanc en cofinancement.

M. LE PRÉSIDENT objecte que cet élément sera affiné dans les prochains jours. Il admet qu'il reste des points d'ajustement.

M. DECERLE rappelle que chacun connaissait les responsabilités et le calendrier de longue date. Dès lors, la méthode de travail n'a pas fait la preuve de son efficacité alors que la profession n'a pas failli.

M. LE PRÉSIDENT admet que le transfert de compétences de l'État à la Région s'est avéré plus complexe que prévu. Il s'engage à la finalisation des définitions avant la publication de l'appel à projets.

Mme VIVOT (Chambre régionale d'agriculture) insiste sur le volet Énergie pour lequel il serait intéressant d'ajouter des points sur un dépôt concomitant entre le volet Énergie et le volet Bâtiment. Elle souhaite clarifier également la possibilité de déposer et d'utiliser les deux droits de tirage sur un seul appel à projets.

M. MOREL confirme cette possibilité.

M. CHATELON expose la fiche suivante.

Fiche Accompagnement des transitions agroécologiques des productions végétales :

- Maîtrise du risque économique.
- Reconnaissance des signes de qualité.
- Types de porteurs (priorité pour les JA et les collectifs).
- Transitions environnementales.
- Zonage territorial.

Mme LE BRET reprend les conditions spécifiques liées aux projets de création de réseaux d'irrigation et souhaite savoir si chacun doit se doter de logiciels.

Mme LE BRET estime cela problématique dans la mesure où ces investissements ne sont pas nécessairement indispensables sur des petites fermes en maraichage.

M. LE PRÉSIDENT s'engage à étudier la question.

Réponse post-comité :

Il est précisé que la fiche validée en IRC de mai 2022 mentionne bien que l'investissement doit être couplé avec un système de pilotage.

M. SONTAG souhaite une précision sur le HVE3, car une demande a été déposée sans être retenue. Il souhaite que le compte-rendu prenne acte que la Région n'a pas pour priorité de réduire les intrants.

M. MOREL justifie cette décision par le fait qu'il existe d'autres signes de qualité. Par ailleurs, HVE3 est l'objet d'un recours au niveau national. Il est donc souhaitable d'en attendre les conclusions avant de prendre une décision.

M. SONTAG le concède dans le cadre des produits, mais pas dans celui des pratiques.

Mme LOIZON demande de quelle manière les garde-fous exigés dans le domaine de l'autonomie alimentaire ont été pris en compte.

M. MOREL indique que les appels à projets incluront des listes de matériels.

M. CHATELON insiste sur le fait que les points pouvant être améliorés seront étudiés lors de la clause de revoyure.

Fiche Investissements pour la diversification des activités et des productions agricoles (deux volets : productions émergentes ; transformation et commercialisation) :

- Priorité pour les jeunes agriculteurs et les nouveaux installés.
- Maîtrise du risque économique.
- Commercialisation en circuits courts.

- Zones de déprise.
- Environnement.
- Types de porteurs et actions collectives.
- Productions en bio et autres SIQO.

M. MOREL précise que les productions en agriculture biologique et autres SIQO concernent également ceux qui tendent vers ces productions. Par ailleurs, les transformations composées majoritairement d'eau ont été prises en compte dans cette grille.

Mme MORIZOT-BRAUD indique que le CERD travaille sur cette thématique depuis 33 ans. Elle souligne la distorsion créée par la mise en place d'un conseil stratégique portant sur l'exploitation et non sur la transformation. Par ailleurs, elle s'interroge sur la façon dont la liste de productions émergentes sera fixée. Le CERD souhaite apporter sa contribution à cette réflexion.

Elle s'inquiète également pour le financement d'activités déjà difficiles à financer dans le passé (bière, pain), l'eau étant un support technologique de la transformation.

M. CHATELON assure que les problématiques liées à l'eau sont réglées. En outre, les détails de l'appel à projets Diversification – volet productions émergentes seront fixés d'ici à l'ouverture de l'appel à projets, le 15 mai. Concernant la maîtrise du risque économique, l'objectif est d'amener les agriculteurs à accéder à des outils d'accompagnement et non pas d'imposer une obligation de résultat.

M. POINT intervient sur la méthode de calcul du surplafond en fonction de la structuration, salariés ou associés en GAEC. Il constate que, pour le même nombre d'actifs sur une exploitation, le surplafond possible va du simple au triple. Cela lui semble incohérent dans le cadre d'une politique publique visant à tendre vers davantage d'installations.

M. MOREL admet que la grille doit être cohérente.

M. GAUJARD souhaite connaître les solutions proposées pour la filière laine pour laquelle des projets ont été retoqués, car n'entrant pas dans les critères.

M. CHATELON l'informe que l'analyse est en cours. Des solutions seront étudiées pour éviter ces blocages.

M. LE PRÉSIDENT affirme que la Région n'a aucune opposition sur cette question.

Réponse de l'autorité de gestion post-comité :

La laine n'est pas un produit agricole au sens de l'annexe 1 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne. Aussi, la transformation ou la commercialisation de la laine ne peut être éligible à la fiche d'intervention 73.01 Diversification. En revanche, ces projets peuvent être soutenus via LEADER.

M. CHATELON présente l'intervention suivante :

Fiche Partenariat européen pour l'innovation (deux volets : émergence, fonctionnement des projets en partenariat) :

- Projets en adéquation aux priorités régionales.
- Principes d'innovation.

- Qualité technique et scientifique.
- Niveau d'impact et de transférabilité.
- Faisabilité technique et économique.

Des modifications ont été apportées afin de permettre la mise en œuvre d'options de coûts simplifiés.

M. MOREL attire l'attention sur le grand intérêt de ces projets en relation avec d'autres projets européens et dont les financements ont été augmentés.

Mme EUDES, référente MAEC API PRM, présente brièvement la fiche MAEC API et MAEC PRM et indique que tous les dossiers déposés pourront être retenus, car il n'y a pas de critères de sélection.

M. SONTAG note qu'en matière de coût de gestion, le minimum est une UGB. Le traitement de la mesure coûte plus cher que la mesure elle-même.

M. LAMBOUL expose la fiche Protection des cours d'eau et des sols :

- Diagnostic.
- Agroécologie.
- Ampleur des résultats attendus.

M. ALPY (Conseil départemental du Doubs) s'interroge sur les solutions alternatives au fumier stocké en prairie par les producteurs de lait et sur les aides européennes pour ce nouveau défi.

M. MOREL reconnaît qu'il ne sait pas comment la Région pourra intervenir sur cette question. Pour autant, cela reste un sujet économique et environnemental très important.

Mme MODDE apprécie le fait que tout le monde prenne en main cette problématique qui devra être rapidement résolue.

Mme CUPILLARD, référente Formation, présente la fiche suivante :

Aide à la formation professionnelle et à l'acquisition de compétences dans les domaines de l'agriculture et de la filière forêt-bois.

- Réponses aux besoins du public cible (en fonction du nombre de thématiques associées à l'environnement — thématiques 1 et 3).
- Diversité des thématiques abordées.
- Prix du programme le moins coûteux à l'heure stagiaire.
- Qualité du programme de formation.

M. REMOND (réseau CUMA Bourgogne-Franche-Comté) se montre déçu par le nombre de points attribué aux CUMA sur l'ensemble des grilles.

M. LE PRÉSIDENT note qu'en fonction des fiches, les CUMA bénéficient d'un grand nombre de points, mais il reste sans doute des marges de progression.

M. MOREL ajoute qu'un effort significatif a été réalisé pour remonter le nombre de points des CUMA.

M. LE PRÉSIDENT rappelle que huit autres fiches seront étudiées lors d'un prochain comité de suivi.

Mme LOIZON répète que cette programmation est préparée depuis deux ans. Elle relève que les départements ont été assidus, mais pas forcément entendus. Elle renvoie aux divers propos de M. LE PRÉSIDENT et tient à rappeler que les départements jugent ce PSN beaucoup trop élitiste. Il mettra à l'écart un grand nombre d'agriculteurs. Elle mentionne le règlement d'intervention destiné à compenser les manques de 2023 et invite la Région à entendre les départements désireux d'être à ses côtés pour combler ces manques.

Elle annonce qu'ils valideront ces grilles pour ne pas retarder la mécanique. Cependant, la clause de revoyure l'inquiète.

M. LE PRÉSIDENT rappelle la volonté de la Région d'avoir une approche identique sur tout le territoire, à situation identique. Il s'agit d'apporter de la cohérence à l'échelon régional. Il reconnaît qu'il existe des marges de progression, la clause de revoyure constituera le juge de paix. Globalement, le cadre permettra à la profession de bénéficier des fonds supplémentaires.

M. BROCHOT est en accord avec les propos de sa collègue. Il réitère son commentaire sur le fait qu'en tant que cofinanceur, il souhaite être associé à la réflexion car, pour l'heure, il valide des éléments peu clairs.

Mme VIVOT se fait le relai de la filière équine qui souhaite davantage d'informations sur ses conditions d'éligibilité.

Précision apportée post comité :

Les projets portés par des éleveurs équins sont éligibles, à condition d'être considéré comme "agriculteur". Les modalités précises sont précisées dans les arrêtés de mise en œuvre : activité d'élevage dominante, sur la base du chiffre d'affaires des trois dernières années. Les investissements de modernisation relatifs à la reproduction et à l'élevage, à la prise en pension de chevaux avec activités de services, aux activités de débouillage, dressage et entraînement sont admissibles. Les activités liées aux sports équestres, aux activités de loisirs (centres équestres sans élevage), à la simple pension de chevaux ne sont pas éligibles

L'ensemble des fiches et des grilles de sélection est adopté.

5. Calendrier de mise en œuvre

M. FRITZ présente le calendrier : la Région se trouve à la phase de conventionnement avec les cofinanceurs. Elle travaille à la construction de l'infrastructure des procédures et arrêtés, et au développement de l'outil de gestion EURO-PAC.

La convention de délégation de tâche avec l'ASP implique de cadrer et référencer le système de gestion répondant à 250 exigences dans différents domaines. Cela en fonction de trois temporalités :

- Avant le dépôt de la demande d'aide.
- À l'instruction de la demande d'aide.
- À l'instruction de la demande de paiement.

Mme HUMBERT expose les enjeux du logiciel EURO-PAC. Elle rappelle qu'il s'agit d'un regroupement de neuf régions, les travaux ayant démarré dès l'année 2020. Un des changements essentiels consiste en la dématérialisation des demandes en ligne, l'outil devant être opérationnel le plus rapidement possible. Cet outil devra passer par le filtre des différentes exigences de l'ASP pour permettre le dépôt, l'engagement et le paiement.

Le planning initial prévoyait une ouverture du système le 1^{er} janvier 2023. Les différents outils livrés n'étant pas fonctionnels, le calendrier s'est progressivement décalé. Les prochaines échéances connues sont fixées pour mi-avril pour une livraison du dépôt, suivi d'un temps de tests.

M. FRITZ expose le calendrier de mise en œuvre du dispositif et l'ouverture prévisionnelle des interventions. L'intervention "Modernisation et adaptation des exploitations d'élevages au dérèglement climatique" ouvrira le 1^{er} avril pour les JA uniquement et mi-mai pour tous les bénéficiaires. Suivront les interventions Diversification et Transitions agroécologiques. Les dates d'ouverture de interventions suivantes s'affineront en fonction de la progression de l'outil et des conditions de mise en œuvre.

Il évoque également le dispositif contenu minimum. Certains dispositifs font l'objet de conditions d'éligibilité temporelle des dépenses devant être préservées en déposant un contenu minimum. Il est ouvert pour les IAA et LEADER et, à l'avenir, pour Natura 2000 et PEI Émergence et Fonctionnement.

M. POINT constate un revirement face aux propos de Madame la Présidente du Conseil régional qui évoquait l'ouverture des appels à projets dès le 1^{er} avril pour les JA sur la totalité des mesures.

M. CHATELON remarque qu'il n'existe pas de décalage par rapport à une année classique ainsi qu'avec les annonces faites précédemment

M. POINT note qu'il y aura tout de même plus d'un an sans appel à projet pour le volet Diversification. Cela provoque donc tout de même un décalage.

M. SONTAG rapporte que 6500 dossiers ont été transférés vers la Région. Or, pour les services de l'État, les dossiers DJA étaient considérés comme totalement à jour au 31 décembre. Il compte plusieurs dossiers en paiement d'acompte. Il assure qu'au-delà des 6500 dossiers à traiter dans la gestion courante de l'autorité de gestion, il est indispensable de définir un calendrier concernant les dossiers prioritaires de l'ancienne programmation.

M. LE PRÉSIDENT réfute le fait que l'ensemble des dossiers étaient parfaitement finalisés au 31 décembre.

M. SONTAG répond que l'important est de connaître le calendrier pour les personnes en attente de paiement, ainsi que pour les banquiers.

M. CHATELON observe que la Région s'est engagée à être transparente sur les chiffres et les délais estimatifs de traitement qui seront transmis dans le courant du mois d'avril. Il signale que la Région est sollicitée pour des dossiers en attente de paiement depuis huit à dix mois. Or, la compétence a été transférée à la Région depuis à peine trois mois. Il affirme que le rythme de paiement de croisière sera bientôt atteint et que les banques seront également informées du calendrier.

M. MOREL déclare que l'heure n'est plus aux débats entre l'État et les régions. Aujourd'hui, la Région doit effectuer son travail.

M. JAYLET (Directeur régional de l'ASP) précise que 320 dossiers sont enregistrés à ce jour concernant les demandes de paiement en instance.

M. CHATELON ajoute que ces dossiers ont été instruits pour partie par les services de l'État, avant le transfert. Dans le cadre du transfert, on estime à peu près à autant le nombre de dossiers qui n'ont pas été initiés dans le logiciel de gestion et qui ne ressortent donc pas encore dans les outils.

M. JAYLET expose que les opérations d'instruction peuvent être plus ou moins avancées. La demande de paiement doit être transmise à l'ASP afin que ses services disposent des opérations de contrôle.

M. CHATELON répond que cela ne correspond pas à la totalité des dossiers en attente de paiement. Il répète qu'un calendrier sera communiqué au mois d'avril, sur la base des dossiers transmis. L'ensemble des dossiers sera payé, qu'ils aient initialement été traités par l'État ou non.

M. LE PRÉSIDENT l'interroge sur le délai de paiement au bénéficiaire à partir du moment où l'instruction prend fin et le paiement est validé.

M. HEBERARD (ASP) répond que 95 % des dossiers ne sont pas sélectionnés à contrôle, le délai étant alors de 15 jours à trois semaines. Pour les dossiers soumis à contrôle, il faut compter une dizaine de jours supplémentaires.

M. LE PRÉSIDENT déclare que le délai d'attente du paiement constitue un enjeu majeur. Tout délai déraisonnable nuit non seulement au bénéficiaire, mais également à la perception de l'utilité de ces fonds.

M. BLANC (DRAAF) signale qu'il est normal que certains dossiers ne soient pas payés à ce stade, les projets n'étant pas terminés.

6. Point d'information sur LEADER

Mme LAFARGE, chargée de mission LEADER à la direction Europe et rayonnement international, rappelle que l'appel à candidatures LEADER s'est terminé en juillet 2022. 25 candidatures ont été reçues et une a été rejetée pour non-conformité. Sur les 24 analysées,

22 ont été retenues en janvier 2023. Parmi elles, 20 GAL ont été reconduits de la programmation 2014-2022 et 2 nouveaux GAL ont été accueillis.

Le 3 mars les travaux de conventionnement ont été entamés avec les GAL, l'objectif étant de signer une convention au plus tard fin août 2023.

Sur la période 2023-2027, de grandes mesures de simplification seront mises en œuvre. Parmi elles, deux mesures phares :

- Un paiement associé avec la Région. Les projets dont le coût total est inférieur à 200 000 € feront l'objet d'un financement LEADER et Région uniquement. Pour les projets supérieurs à cette somme, les porteurs de projet pourront mobiliser d'autres financeurs.
- La mise en place de coûts simplifiés.

7. Point d'information sur la communication

Mme VERLEYE, chargée de mission communication à la Direction Europe et rayonnement international indique que la Région a décidé de se doter d'une nouvelle identité graphique et de nouveaux supports de communication pour cette nouvelle programmation. L'objectif est de faire connaître les financements et de valoriser les projets, notamment pour marquer la nouvelle programmation et faire connaître le volet régional du PSN.

Elle présente le visuel qui sera décliné sur l'ensemble des supports et les nouveaux pictogrammes représentant sept thématiques, ainsi que les infographies thématiques pour les réseaux sociaux. Les nouveaux outils sont : la plaquette de présentation du programme, l'ABC du FEADER, les vidéos motion design, le guide des obligations de communication et les modèles d'affiches, la mise à jour du site internet. L'organisation d'un événement de lancement est également en préparation, il sera suivi de webinaires et de tutoriels d'accompagnement.

Enfin, le règlement européen portant sur les règles de communication impose un seul visuel à utiliser pour mettre en lumière le soutien de l'UE. En parallèle, un calendrier des appels à projets sera mis en ligne.

M. LE PRÉSIDENT considère que le nouveau logo indiquant un cofinancement de l'UE est également une obligation morale, particulièrement au regard des sommes que cela représente sur le territoire.

8. Conclusion

M. MOREL s'adresse aux deux représentantes de la Commission européenne qui ont suivi l'ensemble des débats, indiquant que ces débats sont ouverts, vifs et constructifs. Il souligne que la Région Bourgogne-Franche-Comté a fait preuve d'une consommation optimale de ces fonds sur l'ancienne programmation 2014-2022.

Mme HERVÉ (Commission européenne) note qu'il sera nécessaire d'accélérer les paiements. Elle remarque que la Bourgogne-Franche-Comté n'est pas en difficulté sur les Programmes

de Développement Rural et rappelle toutefois l'obligation de réunir le comité de suivi des deux PDR dans l'année.

Concernant la mise en œuvre du PSN, elles attendront le rapport de performance pour examiner les premiers résultats de cette mise en œuvre.

Enfin, elle félicite le comité pour les simplifications LEADER et les outils de communication.

M. LE PRÉSIDENT leur exprime la nécessité d'échanger ensemble sur certains points d'achoppement. Chacun a conscience de la phase de tensions traversée à l'heure actuelle, d'autant qu'il reste encore beaucoup à faire.

La séance est close à 12 h 50

*Pour la Présidente et par délégation,
Le Vice-Président,*



Patrick MOLINOZ

PARTICIPANTS

LURASCHI Eric
 BESSEY Cyril
 DUFLOS Elise
 BUSSY Françoise
 NICOD Marion
 DESTRIEUX Bernard
 VIGUIER Antonin
 Morizot-Braud Françoise
 GILLOT Frédéric
 DOAL Vincent
 DAGUENET Michel
 DECERLE Christian
 VIVOT Valérie
 CLOSSON CELLE Olivier
 SAMIEZ Gordon
 RIARD Maud
 MARTEL Margot
 TOURDOT David
 LOUIS Isabelle
 GAUJARD Jérôme
 LE BRET Véronique
 REMOND Patrick
 CHARASSE Laurent
 SAUSSI EL ALAOUI Mehdi
 BARRACHIN Marie-Capucine
 BOUDOU Alicia
 FROT Marc
 BERTIN Jean-Marie
 MAGNIN Denise
 CARRAT Bruno
 DE HAUT Johan
 GUYOT Thierry
 CHARON Juliette
 VERNIER Benoît
 ALPY Philippe
 JANNIN Laurence
 LOIZON Béatrix
 ALBERT Philippe
 CHABAUD Laurent
 D'ASGNANNO Sylvie
 BROCHOT Frédéric
 HERVE Caroline
 PRIBETICH Pierre
 HERBRARD Bertrand

AER BFC
 AGENCE DE L'EAU LOIRE BRETAGNE
 Agence de l'eau Loire Bretagne
 Autun Morvan Ecologie
 CC Arbois Poligny Salins Coeur du Jura
 CEN Franche-Comté
 CEN Franche-Comté
 CERD
 CESER BFC
 Chambre agriculture 21
 CHAMBRE REGIONALE D'AGRICULTURE BFC
 CHAMBRE REGIONALE D'AGRICULTURE BFC
 CHAMBRE REGIONALE D'AGRICULTURE BFC
 Commissariat à l'aménagement du massif du Jura
 Communauté de Communes Cœur de Loire
 Communauté de Communes du Pays Châtillonnais
 Communauté de Communes Loué Lison
 Communauté de Communes Rahin et Chérumont
 COMMUNAUTE URBAINE CREUSOT
 MONTCEAU
 Confédération paysanne BFC
 Confédération paysanne BFC
 CUMA BFC
 DDT de Saône-et-Loire
 DDT du Jura
 Département de la Côte-d'Or
 Département de la Côte-d'Or
 Département de la Côte-d'Or
 Département de la Haute-Saône
 Département de la Haute-Saône
 Département de la Nièvre
 Département de la Nièvre
 Département de la Nièvre
 Département de l'Yonne
 DEPARTEMENT DU DOUBS
 Département du Doubs
 Département du Doubs
 Département du Doubs
 Département du Jura
 Département du Jura
 Département Saône-et-Loire
 Département Saône-et-Loire - VP
 DG AGR
 DIJON METROPOLE - VP
 DR ASP BFC

JAYLET Olivier	DR ASP BFC
BLANC Christophe	DRAAF BFC
TACONET Anélise	DRAAF BFC
FRABOUL Lise	FRCL Massif Jurassien
SONTAG Alex	FRSEA BFC
GEORGES Laetitia	GAL VESOUL VAL DE SAONE
JACQUES Mathieu	INRAE
ROCHE-BRUYN François	Institut Agro Dijon (ex AgroSup Dijon)
WARD Lewis	Interbio Franche-Comté
DURGET Jessica	Jeunes Agriculteurs Bourgogne Franche-Comté
POINT Florent	Jeunes Agriculteurs bourgogne Franche-Comté
BOULAY Constant	Parlement européen / Collaborateur parlementaire d'Arnaud Danjean
BIRSEN Mehmet	Parlement Européen, représentant de Christophe Grudler
HUOT Justine	Pays des 7 Rivières
VITEK Aurélie	Pays des 7 Rivières
PERREAU Aurore	Pays des Vosges Saônoises
LARUE Emma	Pays du Chalonnais
SICRE Albane	Pays Seine-et-Tilles en Bourgogne
PECHON Gwendoline	PETR du Doubs central
SABOT Francky	PETR Mâconnais Sud Bourgogne
MAIRE Laurence	PETR Pays Graylois
OVIGNE Sophie	PETR Pays Graylois
BOURGUEIL Elise	PETR Seine-et-Tilles en Bourgogne
PESCHER Guillaume	Région BFC
BARBEAU Christine	Région BFC - DAF
BOUVET Fiona	Région BFC - DAF
CARRIOU Lise	Région BFC - DAF
DE LAFORET Joëlle	Région BFC - DAF
LAFRANCESCHINA Julie	Région BFC - DAF
METERY Fabien	Région BFC - DAF
ROUSSEAU Elodie	Région BFC - DAF
COLLETTE Patricia	Région BFC - DAT
FAVEREAUX Anne-Laure	Région BFC - DAT
NARBOUX Marie-France	Région BFC - DAT
BERTHAUD Olivier	Région BFC - DERI
BROUSSAT Claire	Région BFC - DERI
CHAPPAZ Amélie	Région BFC - DERI
CUPILLARD Chantal	Région BFC - DERI
DENUIT Céline	Région BFC - DERI
EUDES Céline	Région BFC - DERI
FRITZ Mathieu	Région BFC - DERI
HUMBERT Aline	Région BFC - DERI
JAMMAL Patrick	Région BFC - DERI
KOHTZ Florence	Région BFC - DERI
LAFARGE Nathalie	Région BFC - DERI
LAMBOUL Pierre	Région BFC - DERI
LEMPEREUR Patricia	Région BFC - DERI

LIGNIER Daniel	Région BFC - DERI
OUDOT Fanny	Région BFC - DERI
OUDOT Nicolas	Région BFC - DERI
RAPET Sylvette	Région BFC - DERI
RITZ Olivier	Région BFC - DERI
SOUILLARD Maxime	Région BFC - DERI
MATHIEU Sylvain	Région BFC - VP
MODDE Stéphanie	Région BFC - VP
MOLINOZ Patrick	Région BFC - VP
MOREL Christian	Région BFC - VP
VERLEYE Maryline	Région Bourgogne-Franche-Comté - DERI
GAY Nicolas	SMBB
PARIS Michaël	SR BFC
RAVET Sébastien	Syndicat Mixte de la Bresse bourguignonne
CONTREAU Perrine	Syndicat mixte du Chalonnais
GRAS Emmanuel	Union régionale Bourgogne Franche Comte CFE
	CGC
